

## Déclaration Liminaire CSAL du 5 janvier 2023



Après des élections professionnelles laborieuses entachées de bugs informatiques qui ont empêché certains collègues de voter, nous sommes réunis pour ce 1<sup>er</sup> Comité Social d'Administration Local.

Le dialogue social ne fait pas partie des priorités de la DG, cela fait bien longtemps que nous en avons conscience mais une fois de plus nous en avons la preuve : aucun règlement intérieur n'a été élaboré avant la mise en place des nouvelles instances !

Et notre Direction Girondine n'est pas en reste.

Que penser d'une 1<sup>ère</sup> instance qui ne porte comme point à l'ordre du jour que le règlement intérieur provisoire du CSAL en Gironde et qui n'est même pas soumis au vote ?

Mr Le Directeur, vous qui vous targuez d'être attaché au dialogue social, n'y a t il aucun sujet d'actualité en Gironde qui mérite d'être abordé en instance ?

Pourtant nous avons quelques sujets en suspens depuis les derniers CTL sur lesquels vous vous étiez engagé à revenir vers nous et pour lesquels à ce jour nous n'avons toujours aucune réponse :

- concernant la formation sur les violences sexistes et sexuelles. Quid du nombre d'agents et de chefs de services qui n'ont toujours pas fait la formation ?

- sur le fonds d'amélioration du cadre de vie des agents, nous vous avons demandé la transparence sur l'utilisation des fonds car sur les documents fournis au dernier CTL 145 532 € avaient été utilisés sur les 221 803€ alloués, de nombreux devis étant en attente. Vous vous étiez également engagé à nous communiquer l'utilisation des 16 000 € de rallonge. À ce jour toujours rien. Dans certaines directions, ces fonds ont été utilisés au bénéfice de tous les agents. En Gironde, la DRFIP 33 ne traite pas de la même manière l'ensemble des agents et a préféré faire le choix de n'en privilégier que certains...

Nous sommes également toujours dans l'attente de la réponse de la Direction concernant la déclinaison locale des règles de vie en cas de coupures d'électricité et de délestage sur lesquelles nous vous avons interrogé par mail le 15 décembre.

Puisqu'il est d'usage en janvier de présenter des vœux, la CGT Finances Publiques 33 souhaite que l'année 2023 soit synonyme de réel dialogue social, même si aux vues de ce 1<sup>er</sup> CSAL il se pourrait que ce soit un vœu pieu...